Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 18 mars 1955, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal modifiant :

1° l'arrêté du Régent du 22 mai 1947 et le règlement général y annexé déterminant les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles affectés au transport rémunéré de personnes à l'aide de véhicules comprenant au moins neuf places, non compris le siège du conducteur, et les véhicules automobiles affectés au transport de choses ;

2° l'arrêté du Régent du 10 juin 1947 portant le règlement général déterminant les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles comprenant huit places maximum, non compris le siège du conducteur et affectés au transport rémunéré de personnes ou au transport de choses",

a donné le 20 avril 1955 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 18e Maart 1955 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van :

1° het besluit van de Regent van 22 Mei 1947 en het daarbijbehorend algemeen reglement houdende vaststelling van de technische eisen waaraan moet worden voldaan door de automobielen dienende tot het bezoldigd vervoer van personen met automobielen met ten minste negen plaatsen, zonder de zitplaats van de bestuurder, en de automobielen dienende tot het vervoer van zaken ;

2° het besluit van de Regent van 10 Juni 1947 houdende algemeen reglement tot vaststelling van de technische eisen waaraan moet worden voldaan door de automobielen met ten hoogste acht plaatsen zonder de zitplaats van de bestuurder, en gebezigd voor bezoldigd personenvervoer of voor vervoer van zaken",

heeft de 20e April 1955 het volgend advies gegeven :

Le projet a principalement pour objet d'étendre aux véhicules affectés au transport non rémunéré de personnes, l'application des règlements généraux déterminant les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules affectés au transport rémunéré de personnes et au transport de choses.

Ces règlements généraux ont été établis par les arrêtés du Régent des 22 mai et 10 juin 1947. Ils trouvent leur fondement légal dans les articles 8 de l'arrêté royal n°248 du 5 mars 1936, 28 de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946, et 2 de l'arrêté-loi du 24 février 1947. Cet arrêté royal de pouvoirs spéciaux et ces arrêtés-lois ne concernant toutefois que le transport rémunéré de personnes et le transport de choses, ne pourraient servir de fondement au projet actuel dans la mesure où celui-ci tend à appliquer les règlements généraux précités aux véhicules affectés au transport non rémunéré de personnes.

Le Gouvernement fonde le pouvoir du Roi de déterminer les conditions techniques auxquelles ces véhicules doivent répondre, sur la loi du 1er août 1899 portant révision de la législation et des règlements sur la police du roulage.

Cette loi a été modifiée successivement par les lois du 1er août 1924 et du 16 décembre 1935.

Dès 1899, l'intention du législateur apparaît clairement dans le texte et les travaux préparatoires de la loi.

Le texte de l'article 1er se présentait sous la forme suivante : "Le Gouvernement est autorisé à faire, par arrêté royal, des règlements généraux

.../...

ayant pour objet la police du roulage et de la circulation de tous les moyens de transport par terre ... ".

Le rapport de la section centrale de la Chambre porte notamment :

"La police de roulage doit avoir en vue un double objet : la conservation des routes en même temps que la facilité et la sécurité de la circulation ...

La section centrale estime qu'il y a lieu de tenir compte de cet état de choses à un double point de vue : d'une part, une réglementation est nécessaire, la plus générale possible ... ; d'autre part, il faut réglementer seulement en cas de nécessité incontestable, afin de ne pas passer de l'excès de tolérance à l'excès de rigueur".

Et commentant l'article 1er, le rapport précise comme suit sa portée :

"La police du roulage s'applique aux véhicules de tout genre, y compris les vélocipèdes; elle est réglementée d'une manière générale par le Roi, tant au point de vue de la conservation des routes qu'au point de vue de la sécurité et de la facilité de la circulation (Pasinomie p. 257 et suiv.)".

Les travaux préparatoires de la loi de 1924 mettent plus nettement encore en lumière la volonté du législateur en la matière.

Le rapporteur à la section centrale de la Chambre, reprenant les termes utilisés par le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics, précisa que :

.../...

"le projet de loi n'a nullement pour objet de déterminer les règles destinées à assurer dans le détail la commodité de la circulation et la sécurité des usagers de la voie publique; il ne saurait donc s'agir d'y introduire, par exemple, des règles relatives à la vitesse des véhicules, à l'éclairage, à la signalisation, au poids des véhicules, à la structure des bandages de roues, à la nécessité d'y mettre des pare-boue, etc... Toutes ces règles, aux termes de la loi du 1er août 1899, sont déterminées par un arrêté royal qui constitue le règlement général sur la police du roulage".

Citant encore le Ministre, le rapporteur ajouta :

"Ce règlement apportera des améliorations notables aux dispositions actuellement en vigueur.

Et notamment, il visera à améliorer les conditions de disposition et de visibilité des plaques, les prescriptions relatives à l'éclairage et aux appareils avertisseurs, aux freins; il interdira l'échappement libre pour les véhicules automoteurs, les modèles dangereux de carrosserie; il imposera le pare-boue.

Il précisera aussi les règles relatives au stationnement et à la circulation des véhicules; il apportera des modifications, notamment à la circulation des véhicules lourds, à celles si importantes qui concernent la vitesse; il prescrira des précautions nouvelles pour la circulation des tracteurs ou véhicules avec remorques. Il réglera avec minutie les croisements et déplacements de véhicules, la

.../...

ligne de conduite que doivent suivre leurs conducteurs entre eux à l'égard des piétons, qu'il invitera à observer les règles imposées par la prudence. Il établira des dispositions nouvelles pour le chargement des véhicules, afin d'empêcher plus efficacement la détérioration des routes.

Il imposera des mesures d'identification des véhicules par l'apposition de plaques spéciales.

Bref, l'ensemble des dispositions qui seront arrêtées constituera un véritable code de la route et assurera une sécurité beaucoup plus grande à ses usagers (rapport de la section centrale de la Chambre des Représentants, Pasin. 1924, pp.507 et suivantes) ".

L'article 1er de la loi, actuellement en vigueur, issu de la loi de 1935, n'a rien modifié en la matière.

Des textes légaux et des travaux parlementaires précités, il ressort que le pouvoir de police accordé au Roi par la loi de 1899 comprend celui de déterminer les conditions techniques auxquelles doivent répondre les moyens de transport par terre en vue d'assurer la facilité et la sécurité de la circulation.

La raison pour laquelle l'arrêté royal n°248 du 5 mars 1936 et les arrêtés-lois des 30 décembre 1946 et 24 février 1947 ont, eux aussi, autorisé le Roi à établir les règlements déterminant les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules affectés au transport, n'apparaît pas clairement. Le Roi puisait ce pouvoir dans l'article 1er de la loi de 1899.

.../...

L'arrêté royal n°248 de 1936 et les arrêtés-lois de 1946 et 1947, à cet égard, ne sont pas seulement superflus, ils ont encore pour effet de rendre difficile et complexe la répression des infractions à leurs règlements d'exécution.

Les règlements généraux des 22 mai et 10 juin 1947 tels que le projet les modifie auront, en effet, comme fondements légaux la loi de 1899, l'arrêté n°248 de 1936 et les arrêtés-lois de 1946 et 1947. Or, chacune de ces loi ou arrêtés prévoit des peines différentes en cas d'infraction à ses règlements d'exécution. De plus, les agents qualifiés pour veiller à l'application de ces règlements et pour rechercher les infractions, diffèrent également selon le fondement légal sur lequel est basée la disposition envisagée du règlement.

Pour parer à ces difficultés résultant de la multiplicité des fondements légaux et de la diversité des peines selon que le véhicule est régi par tel ou tel règlement, il conviendrait de soumettre la répression de toutes les infractions en matière de roulage à un régime uniforme en recourant à la loi.

EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

Le projet ayant principalement pour objet d'étendre aux véhicules automobiles affectés au transport non rémunéré de personnes, l'application des règlements généraux qui concernent les véhicules automobiles affectés au transport rémunéré de personnes et au transport de choses, il conviendrait que l'intitulé fasse mieux ressortir cet objet.

.../...

Préambule.

Il conviendrait de modifier comme suit l'ordre des références visées au préambule du projet :

1° - loi du 1er août 1899 (alinéa 11);

2° - arrêté royal n°248 du 5 mars 1936 (alinéa 2);

3° - arrêté royal du 9 mai 1936 (alinéa 3);

4° - arrêté-loi du 30 décembre 1946 (alinéa 1er);

5° - arrêté-loi du 24 février 1947 (alinéa 4);

6° - arrêté du Régent du 22 mai 1947 (alinéa 5);

7° - arrêté du Régent du 10 juin 1947 (alinéa 6);

Alinéa 3 : pour être complet, il faudrait reprendre la référence suivante qui figure déjà dans l'arrêté royal du 21 septembre 1953 :

"Vu l'arrêté royal du 9 mai 1936 portant le règlement général relatif aux transports de choses par véhicules automobiles, modifié par les arrêtés royaux des 20 novembre 1936, 27 janvier 1937, 6 juillet 1937, 21 novembre 1938, 15 avril 1939 et par l'arrêté du Régent du 5 février 1946, notamment l'article 35;".

Alinéa 12 : l'arrêté royal du 8 avril 1954 portant règlement général sur la police de la circulation routière ne constitue pas un des fondements légaux du projet. Il n'est pas non plus modifié par celui-ci. Il n'y a donc pas lieu de le viser.

.../...

Examen des articles.

A l'article 1er, 1°, il est proposé pour plus de précision de remplacer l'intitulé de l'arrêté du 22 mai 1947 et les articles de cet arrêté modifiés par le projet.

Il est superflu de prévoir au 2° qu'en cas d'infraction, les peines sont prononcées "sans préjudice aux dommages et intérêts s'il y a lieu", les règles de la responsabilité civile n'étant pas modifiées. Le deuxième alinéa du 2° peut également être omis. Les délégués du Ministre ont marqué leur accord à ce sujet.

Au 3°, il serait utile de rappeler qu'en dehors des agents désignés par le projet, ceux que visent les articles 12 de l'arrêté royal n°248 du 5 mars 1936, 4 de l'arrêté-loi du 24 février 1947 et 1er de l'arrêté du Régent du 31 mars 1947, restent qualifiés pour veiller à l'exécution du règlement général. Le dernier alinéa du 3° est superflu, les pouvoirs qu'il confère étant compris dans le pouvoir que ces agents ont de donner des injonctions pour assurer l'application du règlement.

A l'article 2, 2°, les mots "auquel il est lié par un timon" peuvent être supprimés puisqu'ils figurent dans la définition du terme "remorque" donnée à l'article 1er du règlement.

Au 8°, il y a lieu de compléter le nouvel article 12 en reprenant le dernier alinéa de l'article 25 actuel du règlement général et en en faisant l'alinéa 2 dudit article 12.

.../...

Au 18°, il convient de préciser le second alinéa en ajoutant les mots "du côté du véhicule tracteur" après les mots "l'attache secondaire".

Aux 19° et 20°, il y aurait lieu de déterminer le point de départ pris en considération pour le calcul des cinq ans, visés aux nouveaux articles 92 et 93.

Au 19°, le Conseil d'Etat constate que le pouvoir du Ministre d'établir des redevances sera fondé sur une disposition de la loi portant le budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1955. Insérée dans une loi budgétaire, cette disposition participe du caractère de celle-ci. En vertu de la règle de l'annalité du budget, elle n'aura de valeur que pour un an. Etant donné le caractère permanent de la réglementation envisagée, il importerait qu'une loi dont les effets ne sont pas limités dans le temps confère au Roi le pouvoir d'établir les taxes et redevances en matière de roulage.

Au 20° , les mots "ou à côté du signe fiscal", figurant à la fin du deuxième alinéa du nouvel article 93,peuvent, de l'accord des délégués du Ministre, être omis.

L'article 3 appelle les mêmes observations que l'article 2.

Les délégués du Ministre ont renoncé à l'article 4 du projet. Il n'est en conséquence pas reproduit dans le texte proposé par le Conseil d'Etat.

Le Gouvernement a enfin proposé un nouveau texte pour l'article 5 afin d'en étaler l'application dans le temps.

.../...

Le projet ci-après tient compte des remarques faites ci-dessus et des amendements présentés par les délégués du Ministre au cours de l'examen au Conseil d'Etat. Il contient en outre des modifications de forme qui ne nécessitent aucun commentaire.

Arrêté royal modifiant :

1° l'arrêté du Régent du 22 mai 1947 et le règlement général y annexé déterminant les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles affectés au transport rémunéré de personnes à l'aide de véhicules comprenant au moins neuf places, non compris le siège du conducteur, et les véhicules automobiles affectés au transport de choses;

2° l'arrêté du Régent du 10 juin 1947 portant le règlement général déterminant les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles comprenant huit places maximum, non compris le siège du conducteur, et affectés au transport rémunéré de personnes ou au transport de choses,

et étendant leur application aux véhicules affectés au transport non rémunéré de personnes .

Préambule : voir observations à ce sujet.

Article 1er.-

1° L'intitulé de l'arrêté du Régent du 22 mai 1947 tel qu'il a été modifié, est remplacé par le texte suivant :

.../...

"Arrêté du Régent approuvant le règlement général déterminant les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules comprenant au moins neuf places, non compris le siège du conducteur, affectés au transport de personnes et les véhicules affectés au transport de choses".

2° Les articles 1er à 4 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Article 1er. Est approuvé le règlement général annexé au présent arrêté et qui détermine les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules comprenant au moins neuf places, non compris le siège du conducteur, affectés au transport de personnes, et les véhicules affectés au transport de choses.

Article 2.- Les véhicules affectés au transport de personnes, visés à l'article 2, 1° et 2°, de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 doivent également satisfaire à ces conditions techniques lorsqu'ils sont carrossés ou aménagés pour le transport d'au moins neuf personnes, non compris le conducteur.

Article 3.- Toute infraction au règlement général précité est punie, selon le cas, des peines prévues par la loi du 1er août 1899, l'arrêté royal n°248 du 5 mars 1936 ou les arrêtés-lois des 30 décembre 1946 et 24 février 1947.

Article 4.- Sans préjudice des articles 12 de l'arrêté royal n°248 du 5 mars 1936, 4 de l'arrêté-loi du 24 février 1947 et 1er de l'arrêté du Régent du 31 mars 1947, sont qualifiés pour veiller à l'exécution du règlement général annexé au présent arrêté, les fonctionnaires et agents visés à l'article 3 de l'arrêté royal du 8 avril 1954 portant règlement général sur la police de la circulation routière. Ceux-ci peuvent (texte du projet) (ce dernier alinéa n'est pas nécessaire)".

.../...

Article 2.-

Les modifications suivantes sont apportées au règlement général annexé à l'arrêté du Régent du 22 mai 1947 :

1° l'intitulé du règlement général est remplacé par le texte suivant :

"Règlement général déterminant les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules comprenant au moins neuf places, non compris le siège du conducteur, affectés au transport de personnes, et les véhicules affectés au transport de choses".

2° L'article 1er est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1er.- Définitions.

Pour l'application des dispositions du présent règlement général :

- le terme véhicule automobile... (texte du projet)...
- le terme remorque désigne tout véhicule destiné à être tiré par un autre ;
- le terme semi-remorque ... (texte du projet)... est supportée par ce véhicule ;
- tout moyen de transport visé ci-dessus, est un véhicule ;
- le terme train de véhicule désigne tout ensemble de véhicules attachés l'un à l'autre en vue d'être mis en mouvement par une même force ; lorsqu'un train de véhicules ... (texte du projet jusqu'à la fin du 2°).

3° L'expression "véhicule automoteur" figurant dans l'arrêté, est remplacée par "véhicule automobile".

4° ... (texte du projet) ...

.../...

5° A l'article 2, § 2, 2°, les mots "si leur poids total au sol est inférieur à 750 kgs" sont remplacés par "si leur poids maximum autorisé ne dépasse pas 750 kgs".

6° Les expressions "poids total au sol" et "poids total autorisé" figurant respectivement aux articles 3 et 20 sont remplacés par "poids maximum autorisé".

7° A l'article 5, les mots:"de l'arrêté royal du 1er février 1934 portant règlement général sur la police du roulage et de la circulation" sont remplacés par : "du règlement général sur la police de la circulation routière".

8° Il est inséré un article 12 libellé comme suit :
"Article 12. Identification des véhicules.
Le constructeur ... (texte du projet jusqu'à la fin de l'alinéa).

Le numéro de fabrication mentionné sur la plaque doit être la reproduction du numéro gravé ou estampé par le constructeur sur le cadre du châssis.

Pour les remorques... (texte du projet, second alinéa de l'article 12).

"Cette dernière disposition n'est pas applicable aux véhicules agricoles, au matériel spécial employé par les entrepreneurs de travaux ni aux arrière-trains et triqueballes servant notamment au transport de troncs d'arbres".

9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 14° : ... (texte du projet)...

15° L'article 30 est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 30. Transformations.

Aucune transformation effectuée en vue d'obtenir une augmentation du poids maximum autorisé ou du poids sous chaque essieu ne peut être agréée que si elle a été autorisée par le constructeur, l'assembleur ou l'importateur du véhicule".

16° A l'article 38, 1°, le nombre 56 est remplacé par 55;

17° ... (texte du projet) ...

18° L'article 41 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 41. Attelage.

L'attache principale ... (texte du 1er alinéa du projet).

L'attache secondaire du côté du véhicule tracteur doit être fixée le plus près possible du plan longitudinal de symétrie de ce véhicule à des pièces ... (texte du projet)".

19° L'article 92 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 92. Contrôle technique.

Le Ministre des Communications est chargé de faire vérifier si les véhicules soumis au présent règlement général répondent aux prescriptions réglementaires et sont en état satisfaisant d'entretien.

Les vérifications doivent se faire :

1) ... (texte du projet)...

2) pour les véhicules affectés au transport non rémunéré de personnes :

- avant toute mise en service par leur nouveau propriétaire ... (texte du projet);

.../...

- pour les véhicules en service : tous les six mois à partir de la date à laquelle le véhicule a cinq ans (à compléter par une précision pour le calcul des cinq ans)";

3) ...(texte du projet) ... ".

20° L'article 93 est remplacé par les dispositions suivantes :

... (texte du projet); les mots "ou à côté du signe fiscal" figurant à la fin du deuxième alinéa doivent toutefois être supprimés.

21° L'article 97 est complété par les dispositions suivantes:

... (texte du projet)...

Article 3.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'arrêté du Régent du 10 juin 1947 :

1° l'intitulé de l'arrêté est remplacé par le texte suivant :

"Arrêté du Régent portant le règlement général déterminant les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules comprenant huit places au maximum, non compris le siège du conducteur, et affectés au transport de personnes ou au transport de choses".

Le mot "automobile (s)" figurant au texte de l'arrêté est supprimé.

2°Un article 1erbis rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

"Article 1erbis. Définitions.

Pour l'application des dispositions du présent règlement général :

- le terme véhicule automobile ... (texte du projet)...

.../...

- le terme remorque désigne tout véhicule destiné à être tiré par un autre;
- le terme semi-remorque ... (texte du projet) ... est supportée par ce véhicule;
- tout moyen de transport visé ci-dessus, est un véhicule;
- le terme train de véhicules désigne tout ensemble de vénicules attachés l'un à l'autre en vue d'être mis en mouvement par une même force, lorsqu'un train de véhicules ... (texte du projet jusqu'à la fin du 2°)".

3° L'article 2 est remplacé par les dispositions suivantes:

"Article 2. Champ d'application.
... (texte du projet) ...

4° et 5° ... (texte du projet)...

6° A l'article 21 :
- l'expression "véhicule automoteur" est remplacée par "véhicule automobile".
- les mots "un câble de remorque suffisamment solide pour permettre de prendre en remorque le véhicule complètement chargé" sont supprimés.

7° ... (texte du projet)...

8° L'article 27 est remplacé par les dispositions suivantes:
"Article 27. Identification des véhicules.
Le constructeur ... (texte du projet) ...

Le numéro de fabrication mentionné sur la plaque doit être la reproduction du numéro gravé ou estampé par le constructeur sur le cadre du châssis".

9° L'article 28 est remplacé par les dispositions suivantes :

.../...

"Article 28. Attelage.

L'attache principale ... (texte du premier alinéa du projet)...

L'attache secondaire du côté du véhicule tracteur doit être fixée le plus près possible du plan longitudinal de symétrie de ce véhicule à des pièces ... (texte du projet)...

10° ... (texte du projet)...

11° L'article 32 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 32. Contrôle technique.

Le Ministre des Communications est chargé de faire vérifier si les véhicules soumis au présent règlement général répondent aux prescriptions réglementaires et sont en état satisfaisant d'entretien.

Les vérifications doivent se faire :

1) ... (texte du projet) ...
2) pour les véhicules affectés au transport non rémunéré de personnes :
- avant toute mise en service par leur nouveau propriétaire ... (texte du projet) ...
- pour les véhicules en service ... (même observation qu'à l'article 2, 19°, du projet, au sujet des "cinq ans";
3) ... (texte du projet) ...

12° L'article 33 est remplacé par les dispositions suivantes :

... (texte du projet ...; les mots "ou à côté du signe fiscal" figurant à la fin du deuxième alinéa doivent toutefois être supprimés).

.../...

13° L'article 34 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 34.

... (texte du projet) ...

14° L'article 35 est complété par les dispositions suivantes :

"Les articles 18 et 22 ne sont pas applicables ... (texte du projet) ...

Les articles 32 et 33 ne sont pas applicables ... (texte du projet) ...".

15° ... (texte du projet)...

16° L'article 37 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 37.

"Toute infraction au présent règlement général est punie, selon le cas, des peines prévues par la loi du 1er août 1899, l'arrêté royal n° 248 du 5 mars 1936 ou les arrêtes-lois des 30 décembre 1946 et 24 février 1947".

17° L'article 38 est remplacé par les dispositions suivantes

"Article 38.

"Sans préjudice des articles 12 de l'arrêté royal n° 248 du 5 mars 1936, 4 de l'arrêté-loi du 24 février 1947 et 1er de l'arrêté du Régent du 31 mars 1947, sont qualifiés pour veiller à l'exécution du présent règlement général, les fonctionnaires et agents visés à l'article 3 de l'arrêté royal du 8 avril 1954 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

Ceux-ci peuvent ... (texte du projet) ...
(Ce dernier alinéa n'est toutefois pas nécessaire)

.../...

Article 4.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er mai 1955.

Toutefois, en ce qui concerne les véhicules affectés au transport non rémunéré de personnes :

- les prescriptions des articles 2, 19°, et 3, 11°, entrent en vigueur le 1er janvier 1956;
- les prescriptions des articles 2, 20°, et 3, 12°, entrent en vigueur le 1er juillet 1956.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Communications,

Het ontwerp strekt er in hoofdzaak toe, de algemene reglementen tot vaststelling van de technische eisen waaraan de voertuigen gebruikt voor bezoldigd personenvervoer en vervoer van zaken moeten voldoen, van toepassing te verklaren op de voertuigen gebruikt voor onbezoldigd personenvervoer.

De desbetreffende algemene reglementen zijn vastgelegd in de besluiten van de Regent van 22 Mei en 10 Juni 1947. Zij ontlenen hun rechtsgrond aan artikel 8 van het koninklijk besluit nr 248 van 5 Maart 1936, aan artikel 28 van de besluitwet van 30 December 1946 en aan artikel 2 van de besluitwet van 24 Februari 1937. Dit koninklijk besluit, dat bijzondere machten toekent en ook de genoemde besluitwetten hebben alleen betrekking op het bezoldigd personenvervoer en het vervoer van zaken. Zij kunnen dus niet tot grondslag dienen van het tegenwoordige ontwerp in zover dit ten doel heeft gezegde reglementen van gelding te verklaren ten aanzien van de voertuigen gebruikt voor onbezoldigd personenvervoer.

Volgens de Regering ontleent de Koning zijn bevoegdheid tot het bepalen van de technische eisen waaraan deze voertuigen moeten voldoen, aan de wet van 1 Augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer.

Deze wet is achtereenvolgens gewijzigd door de wetten van 1 Augustus 1924 en 16 December 1935.

Reeds in 1899 kwam de bedoeling van de wetgever duidelijk tot uiting in de tekst en in de parlementaire voorbereiding van de wet.

.../...

De tekst van artikel 1 luidde als volgt :

"Aan de Regering wordt machtiging verleend om bij koninklijk besluit algemene verordeningen uit te vaardigen tot regeling van de politie op het vervoer en op het verkeer van alle vervoermiddelen te lande ...".

Het verslag der middenafdeling van de Kamer zegt onder meer :

"De politie van het vervoer behoort een tweevoudig oogmerk te hebben : de instandhouding van de wegen, en het gemak en de veiligheid van het verkeer...

De middenafdeling is van mening, dat met deze stand van zaken in tweeërlei opzicht rekening dient te worden gehouden : enerzijds is een zo algemeen mogelijk reglementering noodzakelijk ... ; anderzijds, behoort alleen bij onbetwistbare noodzakelijkheid te worden gereglementeerd, ten einde niet van een te grote inschikkelijkheid in een overdreven strengheid te vervallen".

En in de commentaar op artikel 1 licht het verslag de strekking er van als volgt toe :

"De politie van het vervoer geldt voor de voertuigen van alle aard, met inbegrip van rijwielen; zij wordt, zowel met betrekking tot de instandhouding van de wegen als met betrekking tot de veiligheid en het gemak van het verkeer, door de Koning op algemene wijze gereglementeerd (Pasinomie p.257 en volg.)".

.../...

Duidelijker nog treedt de wil van de wetgever ter zake naar voren in de parlementaire voorbereiding van de wet van 1924.

Onder herhaling van de termen waarin de Minister van Landbouw en van Openbare Werken zich had uitgedrukt, verklaarde de verslaggever in de middenafdeling van de Kamer :

"Het wetsontwerp heeft geenszins voor doel de regelen vast te stellen bestemd om, in al hun bijzonderheden, het gemak van het verkeer en de veiligheid van die de openbare wegen gebruiken te verzekeren ; er kan dus geen sprake zijn van er, bij voorbeeld, regelen in op te nemen betreffende de voertuigen, de verlichting, de seintoestellen, het gewicht der voertuigen, de aard van de wielbanden, de noodzakelijkheid er spatborden aan te brengen, enz. Al die regelen, naar luid der wet van 1 Augustus 1899, worden getroffen door een koninklijk besluit dat algemeen reglement over de politie op het vervoer uitmaakt".

Verder de Minister citerend, voegde de verslaggever daaraan toe :

"Dit reglement zal merkelijke verbeteringen brengen aan de thans van kracht zijnde bepalingen.

Het zal namelijk de plaatsing en de zichtbaarheid van de platen verbeteren, evenals de voorschriften betreffende de verlichting en de waarschuwingstoestellen, en de remmen ; het zal de vrije ontsnapping voor de automobielrijtuigen verbieden, de gevaarlijke modellen van wagenwerk ; het zal de spatborden verplicht maken.

.../...

Dit reglement zal ook de regelen bepalen betreffende het stationnement en het verkeer der voertuigen ; het zal wijzigingen brengen, inzonderheid in het verkeer der zware voertuigen, alsmede in de snelheidsmaatregelen ; het zal nieuwe bepalingen treffen voor het verkeer der tractoren of voertuigen met aanhangwagens. Het zal nauwkeurige bepalingen verstrekken betreffende het kruisen en het inhalen, betreffende de gedragingen der geleiders onder elkander en ten aanzien van de voetgangers die zullen verzocht worden de regelen der omzichtigheid in acht te nemen. Het zal nieuwe eisen stellen voor het laden der voertuigen, ten einde de banen minder te beschadigen.

Maatregelen zullen worden getroffen om, door middel van bijzondere platen, de voertuigen te erkennen.

Kortom, de bepalingen in hun geheel genomen zullen een werkelijk baanwetboek uitmaken, dat meer veiligheid moet bezorgen aan hen die op de baan verkeren (Verslag van de middenafdeling van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, Pasinomie 1924, p.507 en volgende) ".

Het thans geldende artikel 1 dat uit de wet van 1935 is ontstaan,heeft ten deze niets gewijzigd.

Uit de aangehaalde wetteksten en parlementaire voorbereiding blijkt, dat de politiebevoegdheid welke de wet van 1899 aan de Koning heeft verleend, mede de bevoegdheid omvat tot het bepalen van de technische eisenwaaraan vervoermiddelen te lande met het oog op het gemak en de veiligheid van het verkeer behoren te voldoen.

Waarom ook het koninklijk besluit nr 248 van 5 Maart 1936 en de besluitwetten van 30 December

1946 en 24 Februari 1947 de Koning gemachtigd hebben tot het opmaken van de reglementen houdende vaststelling van de technische eisen waaraan tot het vervoer dienende voertuigen moeten voldoen, is niet duidelijk. De Koning bezat zodanige macht al krachtens artikel 1 van de wet van 1899.

Het koninklijk besluit nr 248 van 1936 en de besluitwetten van 1946 en 1947 zijn in dat verband niet alleen overbodig, doch zij maken het bestraffen der overtredingen van hun uitvoeringsbesluiten bovendien moeilijk en ingewikkeld.

Zoals zij door het ontwerp worden gewijzigd, zullen immers de algemene reglementen van 22 Mei en 10 Juni 1947 hun rechtsgrond vinden in de wet van 1899, in het besluit nr 248 van 1936 en in de besluitwetten van 1946 en 1947. In deze wet en deze besluiten worden telkens verschillende straffen gesteld op overtreding van hun uitvoeringsreglementen. Daarenboven verschillen de personen die bevoegdheid hebben om voor de toepassing van deze reglementen zorg te dragen en om overtredingen op te sporen, naar gelang van de rechtsgrond der in aanmerking komende bepaling van het reglement.

De rechtsgronden zijn zo talrijk en de straffen zo uiteenlopend naar gelang het voertuig onder het ene dan wel onder het andere reglement valt, dat het nodig is de daaraan verbonden bezwaren te ondervangen door voor alle overtredingen in zake verkeer een eenvormige regeling te treffen en wel in de vorm van een wet.

.../ ...

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

In het opschrift zou duidelijker tot uiting moeten komen dat het ontwerp hoofdzakelijk ten doel heeft de algemene reglementen aangaande de motorvoertuigen gebruikt voor bezoldigd personenvervoer en voor het vervoer van zaken, van toepassing te verklaren op de motorvoertuigen gebruikt voor onbezoldigd personenvervoer.

Aanhef.

Voor de verwijzingen in de aanhef van het ontwerp zou beter als volgorde worden aangenomen :

1° - wet van 1 Augustus 1899 (elfde lid) ;

2° - koninklijk besluit nr 248 van 5 Maart 1936 (tweede lid);

3° - koninklijk besluit van 9 Mei 1936 (derde lid) ;

4° - besluitwet van 30 December 1946 (eerste lid) ;

5° - besluitwet van 24 Februari 1947 (vierde lid) ;

6° - besluit van de Regent van 22 Mei 1947 (vijfde lid) ;

7° - besluit van de Regent van 10 Juni 1947 (zesde lid).

Derde lid : volledigheidshalve neme men de verwijzing over zoals zij reeds voorkomt in het koninklijk besluit van 21 September 1953 :

"Gelet op het koninklijk besluit van 9 Mei 1936 houdende algemeen reglement betreffende het vervoer van zaken door middel van motorvoertuigen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 November 1936, 27 Januari 1937, 6 Juli 1937, 21 November 1938, 15 April 1939 en bij het besluit van de Regent van 5 Februari 1946, inzonderheid op artikel 35 ;".

Twaalfde lid : het koninklijk besluit van 8 April 1954 houdende algemeen reglement op de politie van het verkeer ligt geenszins ten grondslag aan het ontwerp en wordt er evenmin door gewijzigd. Het hoeft derhalve niet te worden aangehaald.

Onderzoek van de artikelen.

Duidelijkheidshalve wordt aanbevolen in artikel 1, 1°, het opschrift van het besluit van 22 Mei 1947 en de door het ontwerp gewijzigde artikelen van dat besluit te vervangen.

Aangezien de regelen inzake burgerlijke aansprakelijkheid onveranderd zijn gebleven, is het overbodig onder 2° te zeggen, dat bij overtreding de straffen worden uitgesproken "onverminderd schadevergoeding zo daartoe aanleiding bestaan". Het tweede lid van 2° kan eveneens achterwege blijven. De gemachtigden van de Minister hebben hiermee hun instemming betuigd.

In 3° kan er gevoeglijk op gewezen worden, dat benevens de in het ontwerp aangewezen beambten, ook de personen bedoeld in de artikelen 12 van het koninklijk besluit nr 248 van 5 Maart 1936, 4 van de besluitwet van 24 Februari 1947 en 1 van het besluit van de Regent van 31 Maart 1947, bevoegd blijven om voor de uitvoering van het algemeen reglement zorg te dragen. Het laatste lid van 3° is overbodig, aangezien de aldaar verleende bevoegdheid begrepen is in de bevoegdheid van deze beambten om met het oog op de uitvoering van het reglement bevelen te geven.

.../...

In artikel 2, 2°, kunnen de woorden "waaraan het door middel van een dissel gekoppeld is" achterwege blijven, daar zij reeds voorkomen in de onder artikel 1 van het reglement gegeven definitie van de term "aanhangwagen".

In 8° behoort het nieuw artikel 12 in een tweede lid te worden aangevuld met het bepaalde in het laatste lid van het tegenwoordige artikel 25 van het algemeen reglement.

In 18° dient het tweede lid te worden verduidelijkt door, na het woord "hulpkoppeling", de woorden "aan de kant van het slepend voertuig" in te voegen.

In 19° en 20° dient het aanvangspunt voor de berekening van de in de nieuwe artikelen 92 en 93 bedoelde termijn van vijf jaar nader te worden bepaald.

Met betrekking tot 19° stelt de Raad van State vast, dat de Minister zijn bevoegdheid tot het invoeren van rechten zal ontlenen aan een bepaling van de wet houdende begroting van het Ministerie van Verkeerswezen voor het dienstjaar 1955. Deze in een begrotingswet opgenomen bepaling neemt meteen het karakter daarvan over. Op grond van de regel der eenjarigheid van de

.../...

wet zal zij voor niet langer dan één jaar gelden. Wegens het permanent karakter van de ontworpen reglementering is het dan ook geboden dat een wet, waarvan de uitwerking niet in de tijd is beperkt, de Koning machtigt belastingen en rechten inzake verkeer in te voeren.

In 20° kunnen aan het slot van het tweede lid van het nieuwe artikel 93, de woorden "of nevens het fiscaal kenteken" worden geschrapt, zulks met goedvinden der gemachtigden van de Minister.

Voor artikel 3 gelden dezelfde bedenkingen als voor artikel 2.

De gemachtigden van de Minister hebben van artikel 4 van het ontwerp afgezien. De Raad van State heeft het dan ook in de tekst die hij voorstelt niet overgenomen.

Ten slotte heeft de Regering voor artikel 5 een nieuwe tekst voorgesteld ten einde de toepassing er van in de tijd te verdelen.

De hiernavolgende tekst houdt rekening met bovenstaande opmerkingen en met amendementen welke de gemachtigden van de Minister in de loop van het onderzoek hebben aangebracht. Hij bevat voorts een aantal vormwijzigingen die geen commentaar behoeven.

Koninklijk besluit waarbij :

1° het besluit van de Regent van 22 Mei 1947 en het daarbijbehorend algemeen reglement houdende vaststelling van de technische eisen waaraan moet worden voldaan door de automobielen dienende tot het bezoldigd vervoer van personen met automobielen met ten minste negen plaatsen, zonder de zitplaats van de bestuurder, en de automobielen dienende tot het vervoer van zaken;

2° het besluit van de Regent van 10 Juni 1947 houdende algemeen reglement tot vaststelling van de technische eisen waaraan moet worden voldaan door de automobielen met ten hoogste acht plaatsen zonder de zitplaats van de bestuurder, en gebezigd voor bezoldigd personenvervoer of voor vervoer van zaken,

worden gewijzigd en van toepassing worden verklaard op de voertuigen gebruikt voor onbezoldigd personenvervoer.

Aanhef : zie de desbetreffende opmerkingen.

Artikel 1.-

1° Het opschrift van het besluit van de Regent van 22 Mei 1947, zoals het is gewijzigd, wordt door de volgende tekst vervangen :

"Besluit van de Regent houdende goedkeuring van het algemeen reglement tot vaststelling van de technische eisen waaraan voor personenvervoer gebruikte voertuigen, die benevens de zitplaats van de bestuurder ten minste negen plaatsen tellen, en voertuigen gebruikt voor het vervoer van zaken moeten voldoen".

.../...

2° De artikelen 1 tot 4 van hetzelfde besluit worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 1.- Goedkeuring wordt gehecht aan het bij dit besluit gevoegde algemeen reglement tot vaststelling van de technische eisen waaraan voor personenvervoer gebruikte voertuigen, die benevens de zitplaats van de bestuurder ten minste negen plaatsen tellen, en voertuigen gebruikt voor het vervoer van zaken, moeten voldoen.

Artikel 2.- De voertuigen die voor personenvervoer, als bedoeld in artikel 2, 1° en 2°, van de besluitwet van 30 December 1946, worden gebruikt, moeten eveneens aan deze technische eisen voldoen wanneer zij voor het vervoer van ten minste negen personen, zonder de bestuurder, gecarrosseerd of ingericht zijn.

Artikel 3.- Overtreding van voornoemd algemeen reglement wordt, naar gelang van het geval, gestraft met de straffen gesteld in de wet van 1 Augustus 1899, in het koninklijk besluit nr 248 van 5 Maart 1936 of in de besluitwetten van 30 December 1946 en 24 Februari 1947.

Artikel 4.- Onverminderd artikel 12 van het koninklijk besluit nr 248 van 5 Maart 1936, artikel 4 van de besluitwet van 24 Februari 1947 en artikel 1 van het besluit van de Regent van 31 Maart 1947, zijn bevoegd om voor de uitvoering van het bij dit besluit gevoegde algemeen reglement zorg te dragen, de ambtenaren en beambten genoemd in artikel 3 van het koninklijk besluit van 8 April 1954 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

Deze kunnen ... (tekst van het ontwerp)
(dit laatste lid kan ten andere worden gemist)".

Artikel 2.-

In het bij het besluit van de Regent van 22 Mei 1947 gevoegde algemeen reglement worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het opschrift van het algemeen reglement wordt door de volgende tekst vervangen :

"Algemeen reglement tot vaststelling van de technische eisen waaraan voor personenvervoer gebruikte voertuigen die benevens de zitplaats van de bestuurder ten minste negen plaatsen tellen, en voertuigen gebruikt voor het vervoer van zaken, moeten voldoen".

2° Artikel 1 wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 1.- Begripsomschrijvingen.

Voor de toepassing van het bepaalde in dit algemeen reglement, wordt verstaan onder :

- motorvoertuigen ... (tekst van het ontwerp) ...
- aanhangwagen, elk voertuig dat bestemd is om door een ander te worden voort bewogen;
- oplegger ... (tekst van het ontwerp) ... gedragen wordt;
- voertuig, elk vervoermiddel als hierboven genoemd;
- sleep, elke groep van voertuigen die aan elkander gekoppeld zijn om door een en dezelfde kracht te worden voortbewogen; wanneer een sleep ... (tekst van het ontwerp tot het einde van 2°) .

.../...

3° In de plaats van de in het besluit gebruikte begrippen "voertuig met eigen beweegkracht" en "automobiel" komt "motorvoertuig".

4° ... (tekst van het ontwerp) ...

5° In artikel 2, § 2, 2°, worden de woorden "wanneer de totale druk op het rijvlak kleiner is dan 750 kg" vervangen door de woorden "wanneer hun hoogste toegelaten gewicht niet meer bedraagt dan 750 kg".

6° De uitdrukkingen "de totale druk op het rijvlak" en "het totale toegelaten gewicht" worden onderscheidenlijk in de artikelen 3 en 20 vervangen door "het hoogste toegelaten gewicht".

7° In artikel 5 worden de woorden "van het koninklijk besluit van 1 Februari 1934 houdende algemeen reglement op de politie van het vervoer en het verkeer" vervangen door "van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer".

8° Er wordt een artikel 12 ingevoegd, dat luidt als volgt :

"Artikel 12.- Identificatie van de voertuigen.

De bouwer ... (tekst van het ontwerp tot aan het einde van het lid).

Het op de plaat vermelde bouwnummer moet de reproductie zijn van het nummer dat de bouwer op het chassiskader gegraveerd of gestampt heeft.

.../...

Voor aanhangwagens ... (tekst van het ontwerp, tweede lid van artikel 12) ...

"Deze laatste bepaling is niet toepasselijk op de landbouwvoertuigen, op het door de aannemer van werken gebezigd speciaal materieel noch op de achterstellen en mallejans die inzonderheid dienen voor het vervoer van boomstammen".

9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 14° : ... (tekst van het ontwerp) ...

15° Artikel 30 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 30.- Verandering of verbouwing.

Verandering of verbouwing met het doel het hoogste toegelaten gewicht of het gewicht onder iedere as te vermeerderen mag slechts worden goedgekeurd indien zij is uitgevoerd met toestemming van de bouwer, de monteerder of de invoerder van het voertuig".

16° In artikel 38, 1°, wordt het getal 56 vervangen door 55.

17° ... (tekst van het ontwerp) ...

18° Artikel 41 wordt door de volgende bepalingen vervangen:

"Artikel 41.- Aankoppeling.

De hoofdkoppeling ... (tekst van het eerste lid van het ontwerp)...

De hulpkoppeling aan de kant van het slepend voertuig moet zo dicht mogelijk bij het lengtevlak van symmetrie van dit voertuig worden bevestigd aan stukken ... (tekst van het ontwerp) ...

.../...

19° Artikel 92 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 92.- Technische contrôle.

De Minister van Verkeerswezen heeft tot taak te doen nagaan of de onder dit algemeen reglement vallende voertuigen aan de reglementsvoorschriften voldoen en voldoende zijn onderhouden.

De schouwingen hebben verplicht plaats :

1) ... (tekst van het ontwerp) ...
2) voor voertuigen gebruikt voor niet bezoldigd personenvervoer :
   - vóór de indienstbrenging door de nieuwe eigenaar ... (tekst van het ontwerp) ...
   - voor de in dienst gebrachte voertuigen : om de zes maanden te rekenen van de datum waarop het voertuig vijf jaar oud is (aan te vullen met een nadere bepaling ter berekening van de vijf jaren);
3) ... (tekst van het ontwerp) ...

20° Artikel 93 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

... (tekst van het ontwerp, onder weglating evenwel aan het einde van het tweede lid van de woorden "of nevens het fiscaal kenteken").

21° Artikel 97 wordt met de volgende bepalingen aangevuld :

... (tekst van het ontwerp) ...

.../...

Artikel 3.-

In het besluit van de Regent van 10 Juni 1947 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het opschrift van het besluit wordt door volgende tekst vervangen :

"Besluit van de Regent houdende algemeen reglement tot vaststelling van de technische eisen waaraan voor personenvervoer of voor het vervoer van zaken gebruikte voertuigen die benevens de zitplaats van de bestuurder ten hoogste acht plaatsen tellen, moeten voldoen".

Het in de tekst van het besluit voorkomende woord "automobiel(en)" wordt geschrapt.

2° In hetzelfde besluit wordt een artikel 1 bis ingevoegd dat luidt als volgt :

"Artikel 1 bis.- Begripsomschrijvingen.

Voor de toepassing van het bepaalde in dit algemeen reglement, wordt verstaan onder :

- motorvoertuig ... (tekst van het ontwerp) ...
- aanhangwagen, elk voertuig dat bestemd is om door een ander te worden voortbewogen;
- oplegger ... (tekst van het ontwerp) ... gedragen wordt;
- voertuig, elk vervoermiddel als hierboven genoemd;
- sleep, elke groep van voertuigen die aan elkander gekoppeld zijn om door een en dezelfde kracht te worden voortbewogen; wanneer een sleep ... (tekst van het ontwerp tot het einde van 2°)".

.../...

3° Artikel 2 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 2.- Werkingssfeer.

Onder de bepalingen van dit algemeen reglement vallen de voertuigen ... (tekst van het ontwerp) ...

4° en 5° ... (tekst van het ontwerp) ...

6° In artikel 21 :
- wordt de term "voertuig met eigen beweegkracht" vervangen door "motorvoertuig";
- worden de woorden "een sleepkabel die sterk genoeg is om het volbeladen voertuig op sleeptouw te kunnen nemen" geschrapt;

7° ... (tekst van het ontwerp) ...

8° Artikel 27 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 27.- Identificatie van de voertuigen.

De bouwer ... (tekst van het ontwerp) ...

Het op de plaat vermelde bouwnummer moet de reproductie zijn van het nummer dat de bouwer op het chassiskader gegraveerd of gestampt heeft".

9° Artikel 28 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 28.- Aankoppeling.

De hoofdkoppeling ... (tekst van het eerste lid van het ontwerp) ...

De hulpkoppeling aan de kant van het slepend voertuig moet zo dicht mogelijk bij het lengtevlak van symmetrie van dit voertuig worden bevestigd aan stukken ... (tekst van het ontwerp) ...

10° ... (tekst van het ontwerp) ...

11° Artikel 32 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 32.- Technische contrôle.

De Minister van Verkeerswezen heeft tot taak te doen nagaan of de onder dit algemeen reglement vallende voertuigen aan de reglementsvoorschriften voldoen en voldoende zijn onderhouden.

De schouwingen hebben verplicht plaats :

1) ... (tekst van het ontwerp) ...
2) voor voertuigen gebruikt voor niet bezoldigd personenvervoer :
   - vóór de indienstbrenging door de nieuwe eigenaar ... (tekst van het ontwerp) ...
   - voor de in dienst gebrachte voertuigen ... (zelfde opmerking omtrent de "vijf jaar" als in artikel 2, 19°, van het ontwerp) ...
3) ... (tekst van het ontwerp) ...

12° Artikel 33 wordt door de volgende bepalingen vervangen :
... (tekst van het ontwerp; onder weglating evenwel aan het einde van het tweede lid, van de woorden "of nevens het fiscaal kenteken").

13° Artikel 34 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 34.- ... (tekst van het ontwerp) ...

.../...

14° Artikel 35 wordt met de volgende bepalingen aangevuld :

"De artikelen 18 en 22 zijn niet van toepassing op ... (tekst van het ontwerp) ...

De artikelen 32 en 33 zijn niet van toepassing op ... (tekst van het ontwerp) ... ".

15° ... (tekst van het ontwerp) ...

16° Artikel 37 wordt door de volgende bepaling vervangen

"Artikel 37.-

Overtreding van dit algemeen reglement wordt, naar gelang van het geval, gestraft met de straffen gesteld in de wet van 1 Augustus 1899, in het koninklijk besluit nr 248 van 5 Maart 1936 of in de besluitwetten van 30 December 1946 en 24 Februari 1947".

17° Artikel 38 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 38.- Onverminderd de artikelen 12 van het koninklijk besluit nr 248 van 5 Maart 1936, 4 van de besluitwet van 24 Februari 1947 en 1 van het besluit van de Regent van 31 Maart 1947, zijn bevoegd om voor de uitvoering van dit algemeen reglement zorg te dragen, de ambtenaren en beambten genoemd in artikel 3 van het koninklijk besluit van 8 April 1954 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

.../...

Deze kunnen ... (tekst van het ontwerp) (dit laatste lid kan ten andere worden gemist)".

Artikel 4.-

Dit besluit treedt 1 Mei 1955 in werking.

Wat de voor onbezoldigd personenvervoer gebruikte voertuigen betreft, treedt evenwel :

- het in de artikelen 2, 19°, en 3, 11°, voorgeschrevene op 1 Januari 1956 in werking;
- het in de artikelen 2, 20°, en 3, 12°, voorgeschrevene op 1 Juli 1956 in werking.

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Verkeerswezen,

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : F. LEPAGE,		conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		raadsheer van State,	voorzitter,
	J. COYETTE,	conseillers d'Etat,	
	G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	A. BERNARD,	assesseurs de la section de législation,	
	CH.VAN REEPINGHEN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G.PIQUET.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VAN BUNNEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.